

COMMUNICATION DU COMITE EXECUTIF DE L'UNION DES SYNDICATS
CONFEDERES DU CAMEROUN
CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F
du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

UNION DES SYNDICATS CONFEDERES DU CAMEROUN
203 Rue YVY - B.P. n° 15 - Tél. 5-99-DOUALA

- M O T I O N -

Le Comité exécutif de l'Union des syndicats confédérés réuni au siège de l'Union des syndicats confédérés du Cameroun (USCC) à Douala les 30 et 31 mai 1953, après avoir pris connaissance de la teneur de la fameuse décision n° 2270 du 6 mai 1953 de Monsieur le Haut-Commissaire de la République française au Cameroun;

Proteste énergiquement contre ladite décision qui porte atteinte aux droits syndicaux et à son libre exercice, conférés aux associations syndicales et aux travailleurs par la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Constitution française et la Loi du 15 décembre 1952;

Considère cette mesure comme discriminatoire de par sa forme, puisqu'elle vise uniquement et sciemment les organisations syndicales affiliées à la C.G.T. et à la grande Fédération syndicale mondiale, qui sont les seules organisations ouvrières soutenant et défendant effectivement la juste cause des travailleurs sans considération aucune;

Demande avec force l'annulation pure et simple de la décision susmentionnée qui constitue une menace directe au développement du mouvement syndical camerounais en plein épanouissement;

Rejette avec force et énergie la décision mensongère du Gouvernement colonialiste du Cameroun, selon laquelle la F.S.M. est une organisation étrangère, comme il prétendrait demain que l'O.N.U. serait aussi étrangère;

Considérant que le Cameroun étant un pays sous tutelle de l'O.N.U., et que la grande Fédération syndicale mondiale est une organisation de ladite O.N.U., le Gouvernement français du Cameroun ne peut en conséquence et en aucun cas interdire l'introduction des brochures instructives d'une organisation Membre de l'O.N.U. dans un Territoire sous le contrôle de l'O.N.U.;

Dénonce avec véhémence les manoeuvres sordides ourdies par le régime colonial contre les organisations syndicales et progressistes qui luttent pour leur bien-être et la liberté des travailleurs;

Engage les travailleurs Camerounais à prendre une riposte immédiate contre ces abus en se mobilisant pour les actions concrètes afin de faire reculer la création qui veut décapiter le mouvement syndical et les organisations progressistes au Cameroun;

Fait appel aux élus progressistes des diverses assemblées locales et métropolitaines, à la C.G.T., à la grande F.S.M., à l'Union internationale des Syndicats des travailleurs agricoles et forestiers à Rome, à tous les syndicats C.G.T. du Cameroun pour soutenir les aspirations des masses laborieuses et des populations camerounaises par la suppression de la décision, de la loi anti-ouvrière, et pour le respect des droits syndicaux et de la liberté d'opinions.

Douala, le 31 mai 1953

Comité Exécutif
